

Contrats aidés: les quartiers prioritaires subissent de plein fouet le désengagement de l'Etat

PAR MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 27 OCTOBRE 2017



Charlotte Caccialupi, embauchée en contrat aidé, en octobre 2017. © MG

Le désengagement du gouvernement sur les contrats aidés et les crédits de politique de la ville touche en premier lieu les quartiers prioritaires. Illustration à Saint-Étienne-du-Rouvray, commune mise en lumière par la mort l'an dernier du Père Hamel, et sur les Hauts-de-Rouen.

Les élèves attendent en bas de l'immeuble, assis sur un muret, leur sac sur les genoux. Charlotte Caccialupi, un grand sourire accroché au visage, embrasse chacun et chacune, tout en cherchant les clefs du local dans son barda. L'école des adultes, qui dispense des cours de français et d'alphabétisation dans le quartier du Château-Blanc de Saint-Étienne-du-Rouvray, occupe dans cet immeuble deux anciens appartements, transformés en salles de classe, avec tables en U et tableaux blancs de rigueur. Dans un coin, un vieux piano en bois surmonté de deux chandeliers semble un peu incongru. « Une touche est cassée

mais il marche, assure Charlotte en ouvrant les volets, laissant la lumière emplir la pièce. *C'est une bénévole qui donne des cours de musique.* »



Charlotte Caccialupi, embauchée en contrat aidé à l'Aspic, en octobre 2017 © MG

Charlotte Caccialupi travaille comme médiatrice culturelle, en contrat aidé depuis trois ans à l'Aspic (Association stéphanaise de prévention individuelle et collective). Elle ignore ce qu'elle fera après le mois de janvier. L'association ne sait toujours pas si elle aura les moyens de la garder, puisque le gouvernement **a annoncé vouloir diviser par deux le nombre d'emplois aidés d'ici deux ans**. Pas assez efficaces, trop chers, peu convertibles en emplois durables, ils n'auraient presque que des défauts selon le premier ministre.

Le quartier du Château-Blanc, classé « *prioritaire* » selon la politique de la ville, a-t-il besoin d'une Charlotte Caccialupi ? Dans sa salle de classe, toute la semaine, défilent des primo-arrivants, réfugiés, ou simplement des personnes faisant face à de grosses difficultés sociales, mal à l'aise à l'oral ou à l'écrit. Ce jour-là, la discussion s'engage sur les activités du week-end. L'occasion de pratiquer la langue française. L'une des participantes vit dans le quartier depuis huit ans. « *Huit ans et tu ne parles pas mieux que ça ?* », se moque gentiment sa voisine. « *Je suis beaucoup à la maison, avec les enfants* », rétorque t'elle, un peu vexée. De son côté le jeune Imad, butant presque sur chaque mot, raconte qu'il est allé vendredi au cinéma pour la première fois en France, voir le film *Le chanteur de Gaza*, grâce à l'Aspic. Charlotte Caccialupi était bien sûr de la partie. La conversation, jusqu'ici laborieuse, dérive sur « Arab Idol », version arabe du célèbre télé-crochet, et s'anime enfin.

L'Aspic est une vieille association, installée depuis des décennies à Saint-Étienne-du-Rouvray (**voir à son sujet ce reportage de France 3**). Elle emploie quatre éducateurs de prévention spécialisée (ils étaient le double avant 2013) et mène en parallèle, avec l'aide de trois salariés, des activités de médiation interculturelle par des ateliers, des projets culturels, des sorties, en plus de l'école des adultes, qui accueille une centaine d'élèves en permanence. « *Nous mettre en difficulté, c'est viser directement les habitants. Cela montre le peu de considération que le gouvernement a pour eux* », tempête Nathalie Rault, directrice de l'Aspic.



Apprentissage du français, à Saint-Étienne-du-Rouvray, octobre 2017 © MG

Outre la suppression possible d'un emploi sur trois, l'association a appris brutalement cet été qu'elle ne bénéficierait pas de l'aide aux quartiers « *politique de la ville* » (c'est le cas du Château-Blanc), ce qui fragilise encore un peu plus son budget déjà ricroac. « *En mars on nous dit "c'est bon" ! Et le 11 août, nous recevons un courrier de la préfecture, qui nous annonce que les règles du jeu sont modifiées et qu'on annule tout*, relate Nathalie Rault. *Pas un coup de fil, pas une rencontre. Quel manque de respect !* » Des centaines d'associations œuvrant dans les 1 300 quartiers prioritaires de France sont dans le même cas, puisque la politique de la ville a retranché 46,5 millions d'euros de ses crédits cet été. « *Nous bricolons déjà en permanence, pour avoir des ordinateurs, des chaises, des livres*, se désole Nathalie Rault. *Un désengagement d'une telle ampleur, c'est inédit.* »

« Le monde associatif est totalement malmené »

Christian Prime tourne lui aussi les comptes dans tous les sens, sans trouver d'issue. Implantée au Château-Blanc, l'APELE, l'association qu'il préside,

organise des actions de prévention pour les 0-5 ans et leurs parents. Comme pour l'Aspic, la mauvaise nouvelle est arrivée par La Poste. « *Cette fois-là, c'était l'État, mais la CAF et le département, c'est pareil...* » L'association va convoquer une AG, et a d'ores et déjà fermé un lieu d'accueil, faute de moyens. « *Nous sommes tous coincés*, se désole Christian Prime. *Je crois qu'il y a clairement une volonté de diminuer le nombre d'associations existantes. Les petites vont se retrouver en grande difficulté.* »

« *Le monde associatif est totalement malmené*, confirme Laurent Sanier, directeur d'un centre social à Saint-Étienne-du-Rouvray. *Pour nous, c'est 10 000 euros qui sautent. Qu'est-ce que croit l'État, qu'une subvention peut se retourner comme un colis sur Amazon ?* » Ce centre social associatif, fort de 1 200 adhérents, a lui aussi le sentiment « *d'une double peine* ». « *Nous sommes aujourd'hui incapables de bâtir un budget pour l'an prochain, car un mois après ce courrier de la préfecture, on nous annonce qu'un grand nombre d'emplois aidés ne seront pas renouvelés.* » Le centre social emploie actuellement quatre CAE (contrats d'accompagnement dans l'emploi) sur ses dix salariés. Tous interviennent en prévention ou médiation dans le périscolaire et au collège, « *pour empêcher les gamins de tomber* ». L'amertume est immense chez Laurent Sanier : « *Avec tout ce qui s'est passé après l'attentat l'an dernier, et dix jours après la visite de Macron et son beau discours sur Saint-Étienne...* »



Le quartier du Château-Blanc, à Saint-Étienne-du-Rouvray © MG

La ville de Saint-Étienne-du-Rouvray n'était, jusque récemment, pas vraiment inscrite sur la carte mentale des « *quartiers prioritaires* ». Son apparition brutale dans l'actualité date de l'assassinat du Père Hamel, en juillet 2016, par deux jeunes djihadistes, dont l'un habitait la commune. Trompés par l'image du

curé en sa paroisse, les journalistes du monde entier s'attendaient à une bourgade de province. Ils ont débarqué en banlieue sud de Rouen, au bord de la Seine, dans une ville de 30 000 habitants, où les pavillons côtoient des barres HLM, **partiellement rénovées dans le cadre de l'ANRU**. Quatre quartiers de la commune sont ici classés en « *politique de la ville* », eu égard aux grandes difficultés économiques et sociales auxquelles Saint-Étienne-du-Rouvray est confronté : un chômage massif, une population peu diplômée, une gloire industrielle depuis longtemps révolue. « *Des générations de nouveaux arrivants n'ont pas pu trouver ici les conditions de leur émancipation*, rapporte l'élue communiste Joachim Moïse, ayant récemment pris la place d'Hubert Wulfranc dans le fauteuil du maire. *Du fait du chômage, mais aussi de situations personnelles précaires, souvent liées à la migration.* »

Malgré ce chapelet de handicaps, la ville donnera, au lendemain de l'attentat contre l'homme d'Église, l'image même de la dignité, de la fraternité, y compris religieuse, apportant même une forme de consistance à l'expression galvaudée du « *vivre ensemble* » (*lire ici l'article de Laurent Geslin*). Emmanuel Macron, commémorant un an après le décès du Père Hamel, ne s'y est pas trompé, soulignant « *l'exemple d'apaisement* » offert par la ville à la France tout entière, les efforts de chacun pour que « *le pays tienne* », en dépit de tous les « *fanatismes* ».

La politique d'austérité brutale vis-à-vis des associations, quelques semaines seulement après ce discours, ressemble donc à un coup de poignard. Joachim Moïse refuse « *l'amalgame* » entre l'hommage rendu par le président à sa ville, très digne, « *et une politique et ses fruits, qui [pour lui], ne vont pas dans le bon sens* ». Il se borne à marteler l'importance du « *maillage associatif* » de Saint-Étienne-du-Rouvray. « *Si les associations sont fragilisées, c'est toute la vie locale qui l'est par ricochet* », estime le maire, qui doit également composer avec la disparition probable d'une partie des 54 emplois aidés embauchés par la commune.

D'autres n'hésitent pas à faire le lien. David Fontaine, élu socialiste chargé des écoles de Saint-Étienne-du-Rouvray, a remis au président lors de sa visite un badge, distribué à la rentrée scolaire à tous les enfants de la commune, barré simplement d'un « *vivre ensemble* ». « *Il l'a pris, nous avons discuté, il avait l'air sincère. Mais il y a les discours et les actes... J'attendais franchement de ce type d'échange qu'on ne dise pas ensuite aux associations de cette commune qu'elles en font trop ! C'est l'État qui n'en fait pas assez !* »

Sans surévaluer la question religieuse, les responsables associatifs ne nient pas que les quartiers de Saint-Étienne-du-Rouvray sont « *en tension* ». Ils sont d'autant plus inquiets de leur affaiblissement programmé. « *Je ne suis pas catastrophiste, mais nos lieux d'accueil sont utilisés par les habitants et on voit des choses*, raconte Christian Prime. *C'est très communautaire, dans le sens où ces quartiers sont vidés d'une certaine population et les communautés se retrouvent entre elles. Or, nous pensons, pour que la vie sociale soit riche, qu'il faut des lieux où les gens se croisent. Et c'est typiquement ce que les associations essayent de faire, en respectant la culture, les religions, les croyances des gens.* »

Françoise Grün, responsable de la Confédération syndicale des familles à Saint-Étienne-du-Rouvray, a pareille peur de l'entre-soi : « *Si nous ou l'Aspic disparaissions, qui va assurer le lien avec les habitants ? Chacun dans son monde ou son univers, sans jamais se croiser...* » Cette « *historique* » du Château-Blanc raconte le quotidien de son association, aujourd'hui fragilisée par la baisse des emplois aidés. « *Nous avons cinq familles qui sont parties en vacances en Vendée cet été. Les cinq mamans portent le foulard. Elles ont toutes fait de la planche à voile, pendant que les pères gardaient les enfants. Je ne sais pas, ça me semble plutôt bien... Non pas que le but soit de changer les gens, mais de favoriser l'ouverture. Je voudrais avoir des politiques en face de nous, pour leur dire ça, qu'ils comprennent à quoi nous servons.* »

« Aujourd’hui, les jeunes vont traîner dehors, et on connaît la tentation du quartier »

Le sujet dépasse largement les seules associations d’insertion et de prévention. Karim Bezzekhami est éducateur sportif au club de foot du Château-Blanc, véritable institution du quartier. Une bonne partie des enfants du coin y sont passés, y compris les filles, en l’absence d’autres clubs de sport collectif. « *Nous avons 80 joueuses, 6 équipes complètes de filles, c’est énorme* », s’enthousiasme l’entraîneur. Même s’il n’y a pas de menace spécifique visant les contrats aidés du club, ce dernier est sans cesse sur la corde raide financièrement : « *Une bonne voiture, ça ne peut pas rouler sans essence. Nous avons de plus en plus de demandes. Les grands s’investissent pour encadrer les plus jeunes, mais le bénévolat, ça va bien un moment...* » Ici aussi, le sport est un prétexte : « *Les parents savent qu’au club, leurs enfants sont encadrés et qu’on transmet des valeurs. Certains, inconsciemment, s’en servent un peu comme d’une garderie. Du coup, on voit passer des familles entières, on organise des sorties, des vacances... Pour Château-Blanc, ce club, c’est bien plus que du foot.* » Karim Bezzekhami a cependant conscience des limites de l’action associative, face au chômage chronique et à la grande précarité qui règne autour du terrain : « *Pour l’instant, c’est calme, mais le quartier peut bouillir à tout moment.* »



Le club de foot du Château-Blanc, à Saint-Étienne-du-Rouvray © MG

Si le foot reste « *soutenu* » par la commune, selon Karim Bezzekhami, le maire Joachim Moïse concède qu’il ne pourra pas compenser partout et pour toutes les structures le désengagement de l’État. « *L’échelon communal est central mais ce que nous vivons actuellement, c’est la double peine, s’agace l’ élu. Nous subissons d’incessants coups de rabot par en haut,*

dans le cadre de la politique budgétaire et dans le même temps, on toque sans cesse à la porte de la mairie pour demander de l’aide. Il va falloir se battre, ensemble, pour trouver une issue acceptable. »

La députée socialiste Luce Pane, son homologue dans la ville voisine de Sotteville-lès-Rouen, a lancé la même alerte dans une lettre ouverte au premier ministre, en août dernier, quelques jours après l’annonce de la réduction drastique du nombre d’emplois aidés, notamment dans les collectivités. « *Cette politique, ça fait mal au cœur*, détaille Luce Pane. *Les gens qui bénéficient d’emplois aidés sont souvent issus des quartiers populaires, dont les compétences sont en latence. Quand nous les recrutons, nous sommes dans une logique d’insertion.* » À Sotteville-lès-Rouen non plus, la commune ne pourra pas entièrement remplacer l’État : « *Sur la mairie, 13 contrats ne seront pas renouvelés. Dans l’associatif, et notamment dans les clubs sportifs, ils sont aussi aux abois. Un club de basket, c’est 4 ou 5 contrats uniques d’insertion. Cela va être dramatique.* »

Collectivités et associations sont confrontées au même dilemme, se battre pour des emplois de piètre qualité, mais qui font tenir un ensemble chroniquement sous-financé. Un contrat aidé dans une association ou dans une commune, c’est 24 heures de travail par semaine, pour quelques centaines d’euros par mois. Il est renouvelé chaque année pendant deux ou trois ans dans le meilleur des cas. Pas vraiment la panacée. « *On n’a pas d’autre choix que de se battre pour ça, s’insurge Françoise Grün, du CSF. Toutes les subventions que l’on reçoit par ailleurs qui pourraient nous permettre de réaliser de vraies embauches s’écroulent.* » Le discours gouvernemental, qui insiste sur la faible rentabilité du dispositif en termes d’insertion professionnelle, fait s’étrangler de rage les responsables associatifs. « *On forme du personnel en contrat court, qu’on voit partir, c’est paradoxal, mais on joue le jeu*, observe Nathalie Rault, à l’Aspic. *Pourquoi l’État ne joue-t-il pas le sien, en nous permettant d’embaucher des gens de manière pérenne, de leur faire gagner en compétence et d’évoluer dans nos structures ?* »

Si le gouvernement affiche comme objectif, louable, de créer de l'emploi de qualité, son double désengagement sur les contrats aidés et les crédits de politique de la ville rate singulièrement son objectif, *a fortiori* dans les quartiers prioritaires. À Rouen, deux quartiers dépendent de la politique de la ville, Grammont et les Hauts-de-Rouen. Ce dernier jouxte l'un des coins les plus cossus de la commune, sur les hauteurs de la ville, et dans l'alignement des immeubles se profilent les villas de Bois-Guillaume. La politique budgétaire a fait une première victime, l'association Mer et Campagne, après 70 ans d'existence. « *Nous avons créé le premier jardin partagé de la ville, avons emmené des centaines de personnes en vacances, des gens qui n'auraient jamais quitté le quartier, fait valoir Manou Fondard, présidente de l'association. Ce n'est pas qu'un problème de contrats aidés, cela fait quatre ans que les subventions baissent. Fin novembre, nous n'aurons plus d'argent. Nous allons devoir licencier tout notre personnel.* » La moitié de l'enveloppe budgétaire de Mer et Campagne sert à financer un emploi « normal » : « *Pour tenir, il faudrait que notre salarié repasse en contrat précaire, payé au SMIC. Cela fait neuf ans qu'elle travaille avec nous. Elle s'est formée, elle a de l'expérience. C'est hors de question.* » L'association baisse donc le rideau.

Traduction également à l'Apmar (Association pour la promotion des migrants de l'agglomération rouennaise), implantée sur les Hauts-de-Rouen. L'association va perdre, par le jeu des diverses aides, la moitié de son budget l'an prochain, et licencie quatre personnes actuellement en CDI. « *Dans les années 1990, c'était la naissance des fonds de politique de la ville. Nous avons été les bons élèves, les bons gestionnaires, qui savaient jongler entre les différentes lignes de crédits,* raconte Laurent Châtaigner, son président. *Résultat, nous sommes devenus des acteurs de la politique publique, de plus en plus loin du terrain et de l'action militante, fragilisée par cette montée en charge.* » L'Apmar, engagée dans le Collectif de défense des associations des Hauts-de-Rouen monté en urgence le mois dernier, ne dédouane pas pour autant le politique : « *Dans*

les quartiers prioritaires, le décor a changé, mais le problème demeure. Il y a un turn-over énorme. Les gens qui s'en sortent un peu fichent le camp, et restent les populations les plus fragiles, souvent immigrées, ce qui génère des difficultés supplémentaires sur la langue, l'intégration dans le système scolaire... Sur tout ça, l'Apmar comme les autres associations font ressource. Les membres des conseils d'administration de nos associations doivent reprendre leur casquette de militants, aller en préfecture, se battre pour sauver ça. »

« *Le coup des emplois aidés et la baisse des aides politiques de la ville, c'est le clou dans le cercueil,* se désole Nicolas (nom d'emprunt), directeur du centre social de la Grande-Mare, sur les Hauts-de-Rouen, le dernier du quartier. Sa structure emploie actuellement sept contrats aidés, mais un seul pourra être conservé, et encore, « *en pleurant, parce que la personne en question a 60 ans et peut bénéficier d'un régime dérogatoire...* ». La moitié de ces salariés sont issus des Hauts-de-Rouen, qui figurent sur la liste des quartiers les plus pauvres du département.

Nicolas nous rencontre dans les locaux **de la radio HDR**, l'une des dernières associations du quartier à résister et, pour cette année, épargnée par les coupes. Elle est installée, ironie du sort, dans une ancienne gendarmerie, au pied du château d'eau qui surplombe les environs. « *Nous ne sommes pas financés pour faire de la radio, notre action, c'est le quartier,* confirme Chérif Kane, journaliste pour HDR. *Tout le boulot que la radio peut faire, comme celui de Mer et Campagne, c'est créer des bulles d'air, reconnecter les uns avec les autres, affirmer que l'on appartient à la même société.* » Il est catastrophé par l'affaiblissement programmé du centre social de la Grande-Mare. « *Nous étions les derniers à nous occuper des 11-15 ans, via le centre de loisirs,* détaille Nicolas. *Aujourd'hui, concrètement, ils vont glander, traîner dehors avec leurs potes, et on connaît la tentation du quartier... Or, c'est précisément à cet âge-là que le voile de l'enfance se déchire. Le jeune commence à voir que son quartier est pourri, que ses parents sont stigmatisés, et la rage monte.* »



Chérif Kane, journaliste à la radio HDR, à Rouen © MG

Nicolas et Chérif s'inquiètent de l'activisme d'autres cercles que celui de l'appartenance républicaine, des cercles culturels et confessionnels. « *Aujourd'hui, il*

y a des associations islamistes qui font du soutien scolaire. Ils n'attendent que ça, que l'espace se libère. Le coût pour la société sera bien plus élevé que nos emplois aidés à deux balles, s'alarme Nicolas. Dans le même temps, on voit apparaître des appels à projet pour lutter contre la "radicalisation". Ça me rend dingue ! » Habitant du quartier depuis 20 ans, les derniers soubresauts de la politique sociale en matière d'éducation populaire le rendent « *fou, malade* ». Nicolas, usé et amer, va jeter l'éponge et abandonner bientôt son poste de directeur, victime collatérale de la désertification associative.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.